Volume 37, Numéro 7 Octobre 2010

Droit de parole

www.droitdeparole.org

35 ans de luttes populaires au centre-ville de Québec

C'est la semaine de réduction des déchets

Un défi facile

Des tonnes de déchets polluent notre environnement, entrainant au surplus une surproduction industrielle. Le comité Zéro déchet des AmiEs de la Terre de Québec lance un défi facile à la population, pendant la Semaine québécoise de réduction des déchets, jusqu'au 24 octobre : évitez les emballages à usage unique durant une semaine! Rien que ça! Vous êtes capables de faire ça? Vous allez constater que le premier pas est facile vers un monde bien meilleur.

(Lire l'article et les conseils de Sylviane St-Louis, en page 2.)

Moins d'emballages au recyclage = moins de pollution industrielle !
(Photo Mélissa Poirier)

Sommaire

Une coalition régionale se forme contre les hausses de tarifs et les coupures dans les services publics. page 3

La Fondation Chagnon finance une recherche de Solidarité familles Limoilou. page 4

Emprisonné au G20 : une victime des policiers raconte. page 5

Gardez vos prières loin de nos ovaires ! page 6

Livres : Produire, consommer, jeter, détruire : un planète jetable ! page 7

Tous les évènements importants, dans le Calendrier populaire. page 8

AVIS DE CONVOCATION

Les membres de Communications Basse-ville (journal Droit de parole) sont convoqués à l'assemblée générale annuelle de la société, le mercredi 3 novembre 2010, à 19h, au 266 Saint-Vallier Ouest, à Québec.

LE CADAVRE DU DUPLESSISME SE RELÈVE :

Manifestez en masse contre la droite radicale au Québec, à midi, le samedi 23 octobre, devant l'Hôtel des Gouverneurs de Ste-Foy, 3030, boulevard Laurier.

Des tonnes de... déchets

Par Sylviane St-Louis*

1,69 tonnes! C'est le poids des déchets qu'un Québécois produit à chaque année.

Trions ensemble ces ordures[1] :

- 44% sont compostables, comme les restes de tables;

- 28% sont recyclables;

- 12% sont réutilisables;

- 16% sont des déchets ultimes, c'est-à-dire qu'il n'y a rien d'autre à faire que de les jeter.

Actuellement, près de la moitié de nos déchets sont recyclés, une très belle réussite, mais ne nous réjouissons pas trop vite! Même si on recycle de plus en plus, la quantité de déchets, elle, tend à augmenter. En effet, elle est passée de 750 kg à 810 kg en 12 ans! Certains se diront : «Et alors! Tout cela est enfoui dans un endroit prévu à cet effet ou incinéré, pourquoi s'en préoccuper?»

Imaginez un sac à ordure sur le trottoir. Pour produire les biens que contient ce sac, 70 autres sacs auront été générés depuis la création des produits jusqu'à leur utilisation, en passant par leur vente en magasin.[2] Tout ça pour finir aux ordures?

Un avenir sans déchet?

La vie telle que nous la connaissons aujourd'hui est remplie de produits jetables, suremballés et démodables. Cette consommation accélère notre production de déchet, est néfaste pour l'environnement et même pour notre santé. Sachant cela, comment ne pas s'imaginer un monde sans déchet?

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime «qu'avec un taux de croissance annuel de leur production primaire de 2 %, les réserves de cuivre, plomb, nickel, argent, étain et zinc ne dépasseraient pas 30 années».[3] Dans un monde où l'environnement ne serait pas surexploité, nous pourrions garantir aux générations futures l'accès à ces ressources pour des choses réellement importantes telles que l'alimentation et la santé. Les valeurs de partage et d'entraide seraient au centre de notre économie, une économie où la population y gagnerait beaucoup. On préfèrerait louer au lieu d'acheter (ex.: Communauto) ; on aurait une tondeuse avec notre voisin ; on cuisinerait en gros formats pour ensuite congeler ou échanger avec un ami... De plus, une meilleure utilisation des ressources serait génératrice de nouveaux emplois à l'échelle locale.

Le recyclage s'impose de plus en plus dans la vie de tous les jours des Québécois, mais il y a encore beaucoup de chemin a faire. (Photo Mélissa Poirier)

Le saviez-vous?

L'incinérateur de Québec fonctionne à pleine capacité. On y brûle 300 000 tonnes de déchets par année, soit l'équivalent de 80 autobus scolaires par jour.

Pour en savoir plus:

www.atquebec.org/zerodechet
www.actionrebuts.org
www.reduiremesdechets.com
www.fcqged.org
www.recyc-quebec.gouv.qc.ca
www.cleanbinproject.com (anglais)
www.365daysoftrash.blogspot.com (anglais)

Mais quoi faire?

- Choisissez des produits peu ou pas emballés et éviter le styromousse;

- achetez des biens usagés ou ayant une durée de vie prolongée;

- optez pour le compostage;

- choisissez des produits faits à partir de matières recyclées (papier de toilette, feuilles d'imprimante, etc.);

- au travail, apportez votre propre tasse à café plutôt que d'utiliser des verres jetables;

- buvez l'eau du robinet plutôt que de l'eau embouteillée et apportez votre bouteille réutilisable partout où vous allez;

- utilisez des sacs en tissu et rapportez vos sacs de plastique pour les fruits et légumes;

- éviter les plastiques numéros 4 et 6 ou sans numéro car ils ne sont pas recyclés à Québec;

- pour les cadeaux, offrez un billet de spectacle ou des bouchées maison dans un beau contenant réutilisable.

En intégrant ces gestes simples à votre quotidien, vous contribuerez à un avenir meilleur.

Un défi

Dans le cadre de la Semaine québécoise de réduction des déchets, du 17 au 24 octobre, nous vous proposons de relever le «défi sans emballage». Il suffit d'éviter les emballages à usage unique durant une semaine! Rien de tel pour mettre vos nouvelles connaissances en application!

* Du comité Zéro déchet des AmiEs de la Terre de Québec

[1] Recyc-Québec, www.recyc-quebec.gouv.qc.ca

[2] Story of stuff, www.storyofstuff.com

[3] Amis de la Terre France. *L'obsolescence programmée, symbole de la société du gaspillage*, www.amisdelaterre.org/Nouveau-rapport-L-obsolescence.html, page 4.

Droit de parole
35 ans de luttes populaires au centre-ville de Québec
266, rue St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : 418-648-8043
Courriel : info@droitdeparole.org
Site Internet : www.droitdeparole.org

AVIS DE CONVOCATION
Assemblée générale annuelle de Communications Basse-ville (journal Droit de parole), le mercredi 3 novembre 2010, à 19h, au 266 Saint-Vallier Ouest, Québec.

Les membres sont convoquéEs à l'assemblée générale annuelle de Communications Basse-ville, société éditrice du journal Droit de parole depuis 1974, le mercredi 3 novembre 2010, à 19h, au 266, rue Saint-Vallier Ouest (siège social de Communications Basse-ville).

Les membres présentEs à l'assemblée générale annuelle prennent acte des rapports financiers et des rapports d'activités des administrateurTRICEs de la société. Ils votent le plan d'action et les *prévisions budgétaires pour l'année à venir* et élisent les membres du conseil d'administration.

Stéphanie Godin,
présidente de Communications Basse-ville,
pour le conseil d'administration

Ordre du jour :
1. Ouverture et nomination d'unE présidentE et d'unE secrétaire d'assemblée.
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour.
3. Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 5 novembre 2009 .
4. Présentation et adoption du rapport d'activités 2009-2010.
5. Présentation et adoption du plan d'action 2010-2011.
6. Présentation et adoption des états financiers 2009-2010.
7. Présentation et adoption des prévisions budgétaires 2010-2011.
8. Nomination du vérificateur.
9. Élections des administrateurs ou administratrices.
10. Varia
11. Levée de l'assemblée

DROIT DE PAROLE

Droit de Parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville porte la responsabilité du contenu rédactionnel du journal. Les propos tenus dans les articles du journal n'engagent que leurs auteurEs. Droit de Parole bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec.
ISSN 0315-9574. Courrier de deuxième classe: No 40012747.
Tirage: 15, 000 exemplaires, distribués porte à porte par des camelots dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs.

Infographie : Martin Vigneault (www.pandemiedesign.com)
Équipe du journal : Stéphanie Godin, Simon M. Leclerc, Élyse Groulx, Marc Boutin, Renaud Pilote, Véronique Garneau-Allard, Les AmiEs de la Terre de Québec, Alfredo Ramirez, Lily Pol Neveu, Simon-Pierre Beaudet, Michaël Lessard, Stéphane Nicolas.
Photos : Paul-Émile Auger, Mélissa Poirier, Phébus.
Webmestre : Michaël Lessard.
Coordination : Richard Amiot.

Tirage certifié CCAB OJD

Payette et Simms inc., imprimeur spécialisé en édition

info@droitdeparole.org
www.droitdeparole.org

Droit de Parole
266, Saint-Vallier Ouest
Québec (QC)
G1K 1K2
(418) 648-8043

Le début des grandes manœuvres

Une alliance régionale se forme contre le gouvernement pour bloquer les hausses de tarifs et défendre les services publics.

Par Richard Amiot

Le 26 octobre, à 19 h au, cégep François-Xavier-Garneau (1660, boulevard de l'Entente, pavillon Jean-Baptiste-Cloutier, local A-2098) se formera une coalition régionale des organisations communautaires, populaires et syndicales opposées aux hausses de tarifs et aux coupures dans les services publics au Québec. Cela annonce une escalade dans les moyens de pression qu'ont exercé les mouvement sociaux sur le gouvernement québécois dès avant la présentation de son dernier budget, au mois de mars 2010.

La formation de la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics répond à une invitation de la coalition nationale initiée à l'automne 2009 par le Mouvement d'éducation populaire en action communautaire du Québec (MÉPACQ), la Fédération des femmes, le FRAPRU, des organisations étudiantes et certains syndicats. La différence, maintenant, est que les grandes centrale syndicales ont signé la plupart des conventions collectives dans le secteur public et que leurs membres sont mieux disposés à s'engager dans de nouveaux combats. Pour les syndiqués du secteur public, il en va de leur avenir professionnel. Pour tous les autres travailleurs et pour la population en général, il en va de la pérennité des services sociaux et de santé, des transports publics abordables, de l'avenir d'un État répartissant mieux la richesse, mais attaqué de tous côtés par des forces de droite montantes presque partout en Occident.

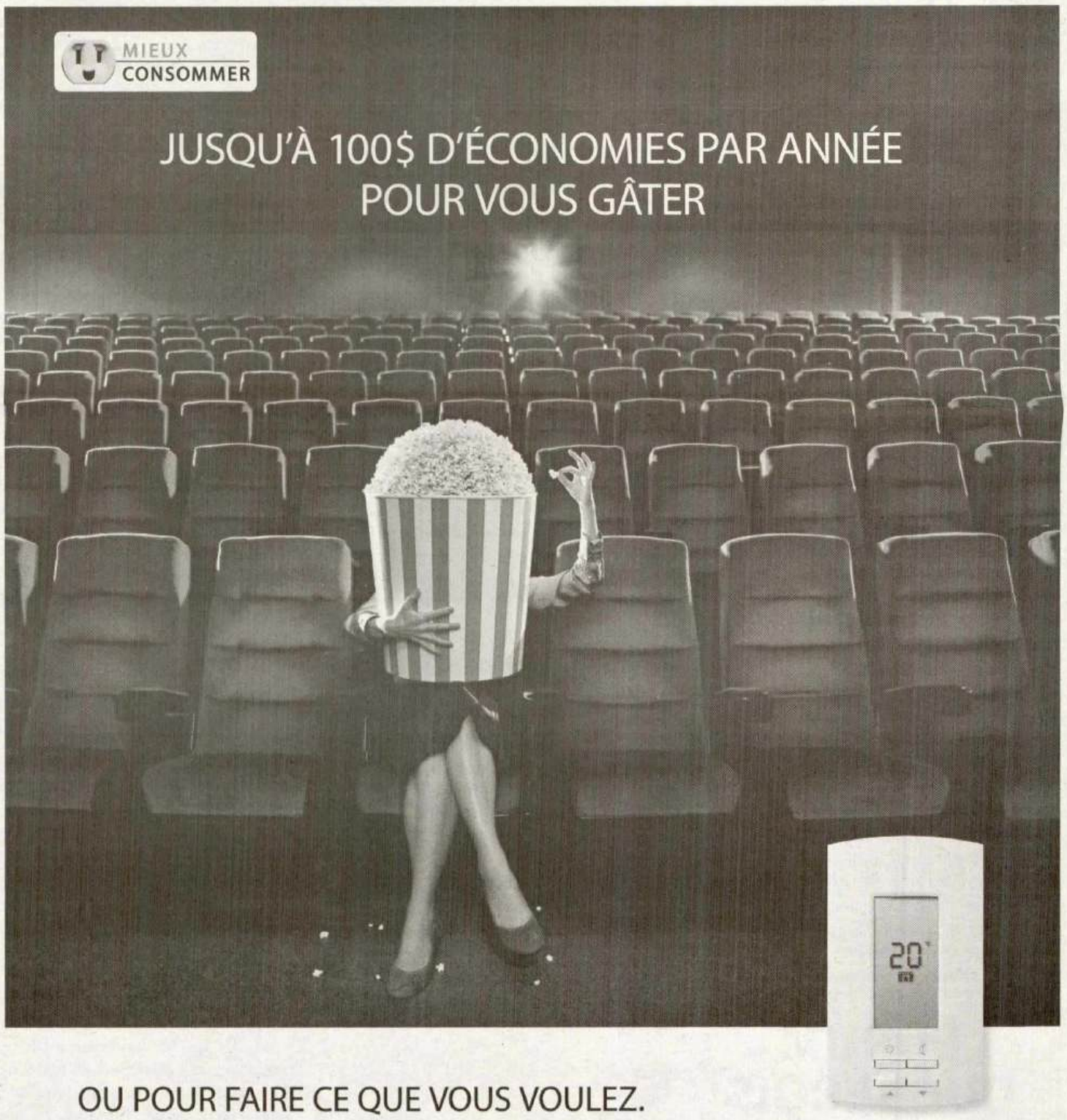
«Depuis les années 1990», rappellent les organisateurRICEs * de la rencontre, «les gouvernements se succèdent à Québec comme à Ottawa et appliquent les mêmes recettes néolibérales : coupures dans les services publics et les programmes sociaux, partenariats public-privée (PPP), déréglementation et déresponsabilisation de l'État. La gestion publique se soumet aux exigences d'intérêts particuliers, privatisant les profits et socialisant les déficits. Notre coalition s'opposera aux privatisations et aux tarifications notamment dans les domaines de la santé, des services sociaux et de l'éducation.

«Nous proposons un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux», continuent les hôtes de la réunion, «dans la perspective d'une lutte contre la marchandisation du bien commun. Le financement des services publics doit se faire notamment par une fiscalité équitable et plus progressive. En défendant une société fondée sur des valeurs de justice, d'égalité et de respect, nous ferons contrepoids aux forces de la droite populiste qui dispose d'outils et de moyens importants lui permettant d'être très active et présente dans notre région. Nous appelons ainsi à une revalorisation du bien commun et de la communauté en opposition à l'individualisme. En continuité avec l'importante mobilisation qui s'organise depuis un an en opposition à la privatisation et à la tarification des services publics, nous voulons rassembler les forces progressistes des régions de Québec et Chaudière-Appalaches et exiger que la richesse soit repartie équitablement afin d'assurer une société inclusive pour tous et pour toutes; que la création de la richesse se fasse dans le respect de l'environnement et serve à l'ensemble de la population et non à la seule élite économique.»

À point nommé, vient de paraître une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) intitulé *La révolution tarifaire au Québec.*[1] Ce rapport de recherche co-signé par Philippe Hurteau et Guillaume Hébert, chercheurs, et Francis Fortier, chercheur-associé, démonte la mécanique infernale mise en place pour détruire les services publics et mettre en place une politique du «tout au marché» favorisant les plus riches et accroissant les inégalités sociales.

* Alexandra Desbiens, coordonnatrice de l'association étudiante du collège François-Xavier-Garneau; Ann Gingras, présidente du Conseil centrale de Québec et Chaudières Appalaches (CSN); et Nathalie Côté, coordonatrice aux luttes sociales, Répac des régions de Québec et Chaudière Appalaches.

[1] www.iris-recherche.qc.ca



Pour une recherche sur une alimentation saine

La Fondation Chagnon finance Solidarité familles Limoilou

Au cœur de la lutte quotidienne à la pauvreté et à l'exclusion, les parents trouvent difficile de conserver de saines habitudes dans un contexte d'insécurité alimentaire.

par Richard Amiot

Les cuisines et les jardins collectifs, ainsi que les repas communautaires, sont des alternatives en sécurité alimentaire. En plus d'offrir des denrées fraîches ou cuisinées à peu de frais, elles servent à développer des connaissances. Ces initiatives offrent un moment de répit aux familles (avec la présence d'une gardienne), brisent l'isolement et permettent de partager de beaux moments entre parents et enfants.

Mères et monde, l'Évasion St-Pie-X et les Ateliers à la Terre du Centre Jacques-Cartier, œuvrent principalement dans Limoilou, en Basse-ville. Les trois organismes détiennent une expertise de terrain bien enracinée dans la lutte quotidienne à la pauvreté et à l'exclusion sociale des familles moins nanties.

La chercheure Lucie Gélineau veut valider les savoirs populaires par ses recherches. (Photo Droit de parole)

«Pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion des familles, il faut faire entendre leurs voix. »

Ils ont constaté que les difficultés des parents pour acquérir ou maintenir de saines habitudes alimentaires sont davantage liées à leurs conditions de vie — par exemple, à l'insuffisance des revenus — qu'à un manque d'information ou de volonté. Et les *parents ont* un rôle déterminant dans l'acquisition des habitudes de vie des enfants. Le portrait de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans Limoilou (selon l'Approche territoriale intégrée — ou ATI —, en 2009) confirme que les familles monoparentales (48% des familles à Limoilou) et immigrantes sont les plus à risque. L'un des facteurs d'abandon dans l'acquisition ou le maintien de bonnes pratiques alimentaires semble être la culpabilité ressentie face aux campagnes publiques de promotion de saines habitudes de vie. Les aliments sains sont plus chers. Exemple classique, souvent cité : le litre de Pepsi coûte environ 83¢, contre 1,56$ pour le litre de lait entier.

Mères et monde, l'Évasion St-Pie-X et les Ateliers à la Terre se sont associés au sein de Solidarité familles Limoilou pour réaliser une recherche sur les obstacles que les parents rencontrent dans l'adoption de bons comportements alimentaires. Membres du comité Saines habitudes alimentaires (SHA), au Comité d'action locale de Limoilou (CAL), le regroupement a fait appel à la chercheure Lucie Gélineau pour mener cette recherche-action participative sur une période d'un an. La recherche a débuté en juin 2010 et se terminera en mars 2011. Communauté locale en forme et en santé (CLEFS) la finance à hauteur de 80 000$, a annoncé Solidarité familles Limoilou en présentant le projet, le 27 septembre dernier.

CLEFS est un programme pilote de la Direction de la santé publique de la capitale nationale (DSP-CN), financé par la Fondation Lucie et André Chagnon. L'agence de santé publique de la Capitale Nationale, le Conseil de la santé et des services sociaux de la Vieille capitale (CSSS-VC), la Ville de Québec, la Commission scolaire de la Capitale, Québec en forme et la Fondation Chagnon en assurent la gestion.

Lucie Gélineau, Ph.D., est chercheure de l'équipe GRIOSE-SM (Groupe de recherche sur l'inclusion sociale, l'organisation des services et l'évaluation en santé mentale) et professeure associée à l'École de service social ainsi qu'au département de médecine sociale et préventive de l'université Laval. Mme Gélineau affirme vouloir valider par ses recherches, aux yeux des autorités, les savoirs populaires qui permettront d'adopter des politiques publiques plus efficaces.

Un guide

La recherche action table sur la participation des familles, car, «pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion des familles, nous savons qu'il faut avoir une approche inclusive qui leur donne du pouvoir et leur permette de faire entendre leurs voix», croit Solidarité familles Limoilou. Les participantEs pourront recommander de futurs outils promotionnels mieux adaptés à des cultures diversifiées et à la réalité des jeunes familles.

Après un rapport sur les perceptions au sein de la population, la démarche produira un guide d'animation sur de saines habitudes alimentaires dans un contexte d'insécurité économique. L'association des trois partenaires s'harmonisera aussi avec les plans d'actions de l'ATI de Limoilou et de Limoilou en forme.

Solidarité familles Limoilou

Les partenaires

L'Évasion St-Pie X

Le complexe d'HLM Les Appartements St-Pie-X (446 logements) a été construit en 1970 pour reloger les résidants déplacés par l'autoroute Dufferin-Montmorency. La moitié des locataires sont immigrants; 35% sont des familles monoparentales; 50% ont moins de 18 ans. L'Évasion St-Pie-X y offre une variété de services (nourriture, vêtements, haltegarderie, café-rencontre, etc.) aux personnes de tous âges à faible revenu, mais a étendu son territoire à la grandeur de Limoilou pour développer le sentiment d'appartenance au milieu et son réseau d'entraide et de solidarité.

Mères et monde

Depuis dix ans, Mères et monde accueille de jeunes mères de 16 à 30 ans et leurs enfants, pour briser leur isolement et leur offrir des services essentiels (logements abordables, CPE, soutien individuel, scolaire et professionnel). Mères et monde expérimente une gestion participative. Environ 130 jeunes mères et 200 enfants profitent des services de Mères et monde chaque année.

Les ateliers à la terre du Centre Jacques-Cartier

Depuis 16 ans, le Centre Jacques-Cartier (CJC) accueille de jeunes adultes de 16 à 30 ans et offre des programmes d'intégration socio-professionnelle, ainsi que 27 logements à prix modique. Le CJC a fait émerger nombreux projets, comme le Tam-Tam Café, l'ébénisterie Pouce-Vert et Cirque du monde, et soutient les projets de cuisines collectives ou de jardin communautaires des Ateliers à la terre (ALT). Les ALT impliquent plus de 120 personnes par année l'année, principalement des familles avec enfants, dans les quartiers centraux et les environs de Québec.

FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'EAU

25 ET 26 OCTOBRE 2010

CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

Plus de 40 conférenciers réunis pour débattre sur la gestion de l'eau et son exploitation durable

www.lesaffaires.com/evenements

(514) 392-4116

une initiative de les affaires en collaboration avec LE DEVOIR 98,5 fm

Emprisonné au G20

La police contre le droit de parole

Par Antoine Rivard-Déziel

Jean-Nicolas Denis, porte-parole de Québec solidaire dans Chaudière-Appalaches, a passé 26 heures dans une prison temporaire, lors du G20, à Toronto, l'été dernier. Il avait réservé sa fin de semaine, les 26 et 27 juin, pour manifester son mécontentement envers les 20 dirigeants planétaires. Il a dû se contenter d'un séjour derrière les barreaux. Il estime avoir été victime de «brutalité» et d'une «grave injustice». Entrevue.

Toronto, le 26 juin 2010. Manifestants policiers contre la démocratie. (Photo Paul-Émile Auger)

Q. : Dans quelles circonstances vous a-t-on appréhendé?

J.-N. D. : Tout a commencé pendant que je filmais une manifestante en train de se faire arrêter. Elle avait refusé de bouger quand un policier lui avait ordonné. En guise de riposte, quatre agents se sont rués sur elle et l'ont immobilisée au sol. Rapidement, une vingtaine de policiers se sont mis devant et ont levé leur bouclier pour nous empêcher de filmer la scène. Peu après, un policier m'a donné un coup de guidon dans le ventre. En reculant, je lui ai rappelé l'illégalité de son geste et lui ai demandé son nom et son numéro. Résultat : des policiers m'ont envoyé au sol et mis le visage dans le gravier. Mon manteau a même été déchiré et j'ai reçu quatre coups de matraque, dont deux en arrière de la tête. Je venais d'être arrêté, sans même connaître les motifs. Une fois que j'ai été menotté, un policier m'a dit : «*Now do you still want my badge?*».

En plus d'être violents, les policiers étaient méprisants.

«La pire des choses qui pourrait survenir est que l'arrestation massive (au G20) soit morte et enterrée. »

Q. : On a rapporté de nombreux témoignages au sujet des conditions de détention dans les prisons temporaires au G20. Décrivez-nous ce que vous avez vu pendant les 26 heures de votre incarcération.

J.-N. D. : La première chose qui m'a frappé au centre de détention a été la présence de cellules ressemblant à des cages à chien en grillage. À l'intérieur de chacune se trouvait une toilette, sans porte. Des détenus ont même affirmé avoir vu des policiers regarder des filles aller à la toilette. L'intimité était donc complètement brimée. Chaque personne a dû composer avec cette humiliante réalité. L'espace y était aussi très restreint. Les autorités pouvaient placer jusqu'à 40 personnes dans une seule cellule. Dans certaines, il n'y avait même pas suffisamment de place pour dormir sans être empilé sur quelqu'un d'autre. Aussi, il fallait souvent exiger de la nourriture en tapant dans les grilles. Nous finissions par recevoir une petite quantité d'eau et un sandwich au fromage. C'était réellement rudimentaire! Le centre de détention ressemblait à un entrepôt de cellules grillagées remplies de personnes.

Q. : On vous a libéré après 26 heures. Vous a-t-on alors mentionné les motifs de votre arrestation?

J.-N. D. : Pas du tout. En fait, en arrivant au centre de détention, des policiers m'ont dit que j'allais subir un interrogatoire. Pourquoi m'avait-on arrêté? Personne ne me l'a dit. Après de nombreuses heures, j'ai finalement eu un interrogatoire. Quelque temps après, un agent est venu me libérer. Je n'y croyais pas. Tout d'un coup, on m'apprenait que j'étais libre. Si aucune accusation n'a été retenue contre moi, pourquoi ont-ils décidé de m'emprisonner pendant plus d'une journée? Ce qui est grave, c'est que je ne suis pas le seul dans cette situation. Nous sommes des centaines de personnes à avoir reçu le même traitement. Ce genre d'arrestation massive est inadmissible dans une société démocratique.

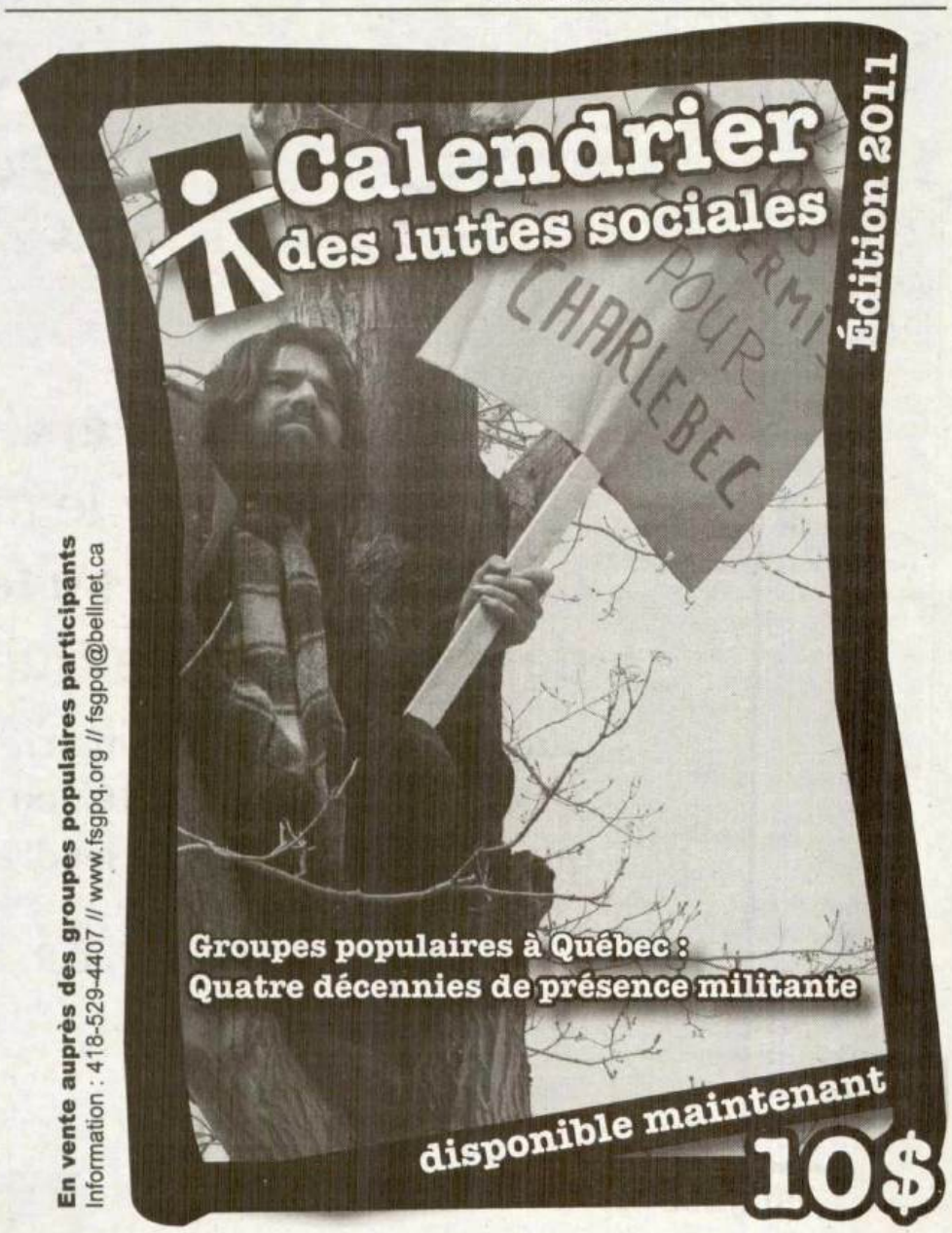
Q. : La police a arrêté plus de mille personnes en quelques heures. La plupart ont été relâchées sans accusation. Quelle est votre interprétation de cette arrestation massive?

J.-N. D. : À mon avis, leur but était d'abord de retirer les manifestants de la rue pour le temps du G20, mais surtout d'attraper des têtes dirigeantes d'organisations militantes. Autrement dit, cette arrestation de masse visait à casser l'implication citoyenne de centaines de personnes qui contestent l'ordre établi. C'est une stratégie d'usure qui cherche à décourager et à écraser les dissidents pour qu'ils ne retournent plus manifester. Cette façon de procéder est complètement illégale. Les autorités se sont moquées de la liberté d'expression et du droit de réunion pacifique, des droits garantis par la Charte canadienne des droits et libertés. C'est grave, car il s'agit de la plus grande masse d'arrestations de l'histoire canadienne.

Q. : Trois mois après l'événement, quelle est votre plus grande crainte face à cette arrestation massive de citoyens?

J.-N. D. : Définitivement, l'oubli. La pire des choses qui pourrait survenir est que l'arrestation massive soit morte et enterrée. Au Québec, la crise d'octobre est très présente dans la mémoire collective et il faut réaliser que la masse d'arrestations du G20 à Toronto est au moins aussi grave que celle de la crise d'octobre. Nous devons nous rappeler des événements et continuer à questionner les gouvernements canadien et ontarien. Si personne ne le fait, on donne un chèque en blanc à nos dirigeants. L'histoire risquerait de se répéter.

Nous avons assisté à une criminalisation de la dissidence. C'est inquiétant pour la santé démocratique du pays. Par chance, il y a actuellement deux recours collectifs pour dénoncer le comportement des autorités lors du G20. À terme, j'espère que nous parviendrons à prouver devant la justice que les gouvernements canadien et ontarien ont autorisé leurs corps policiers à poser des gestes illégaux. Les droits et les libertés de la Charte canadienne ont été bafoués et certaines personnes devront répondre de leurs actes.



Pour le maintien du droit à l'avortement:

Gardez vos prières loin de nos ovaires

Depuis cinq ans, un groupe de fondamentalistes chrétiens anti-choix manifeste à Québec contre le droit à l'avortement en tenant une vigile devant le Centre Mère-Enfant. Une fois de plus, des militantEs ont pris la rue pour leur barrer la route et défendre le droit des femmes à disposer librement de leur corps et de leur vie.

Par le Collectif anarchiste La Nuit*

Depuis plusieurs années, la droite religieuse s'organise politiquement aux États-Unis et gagne en influence. Des organisations comme la Christian Coalition, Focus on the Family, Promise Keepers, Concerned Women of America, se sont formées afin de politiser les membres des différentes Églises qui partagent les mêmes valeurs et croyances (par exemple: anti-avortement, anti-homosexualité, anti-féminisme, anti-éducation sexuelle). Ces organisations fournissent une base militante et un soutien financier à certains politicienNEs américainEs. Elles cherchent ainsi à changer les lois et les institutions afin de les faire correspondre à leurs croyances. Au prix de la privation de la liberté des femmes à décider du cours de leur existence.

Droite religieuse au Canada

Ces organisations ont des sections canadiennes qui soutiennent des candidatEs et députéEs partageant leurs idées contre le droit à l'avortement, contre l'homosexualité, etc. Elles soutiennent des candidaEts financièrement lors des campagnes électorales, les appuient publiquement et surtout, font pression pour soutenir les positions intégristes dans la politique canadienne, québécoise, au niveau municipal et même dans les écoles.

Ces députéEs, d'à peu près tous les partis, sont appuyés par un important *lobby* anti-choix composé notamment de REAL Women of Canada, de Campagne Québec-vie et des autorités et membres de différentes Églises. SoutenuEs par ce lobby de droite opposé à l'égalité entre les hommes et les femmes, ces députéEs utilisent entre autres le dépôt de projets de loi privés comme tactique pour promouvoir leurs intérêts, comme on l'a vu en 2008 avec le projet C-484 et quatre autres projets similaires. Il ne faut pas se méprendre, l'objectif de ces démarches est clairement de retirer aux femmes le droit de décider l'issue d'une grossesse.

L'action des anti-choix est parfois plus sournoise. De la prière du dimanche en faveur du «respect de la vie» aux pressions sur les conseils d'écoles secondaires pour interdire la distribution de condoms et l'information sur la contraception, dans tous les cas, le but est précis : un recul pour le droit à l'égalité des sexes.

Au Québec

Avant de quitter le Québec pour occuper un poste au Vatican, Marc Ouellet s'est assuré de rappeler la position misogyne de l'Église catholique sur l'avortement. Selon cette organisation rétrograde, une femme qui avorte après un viol est davantage coupable que le violeur lui-même!

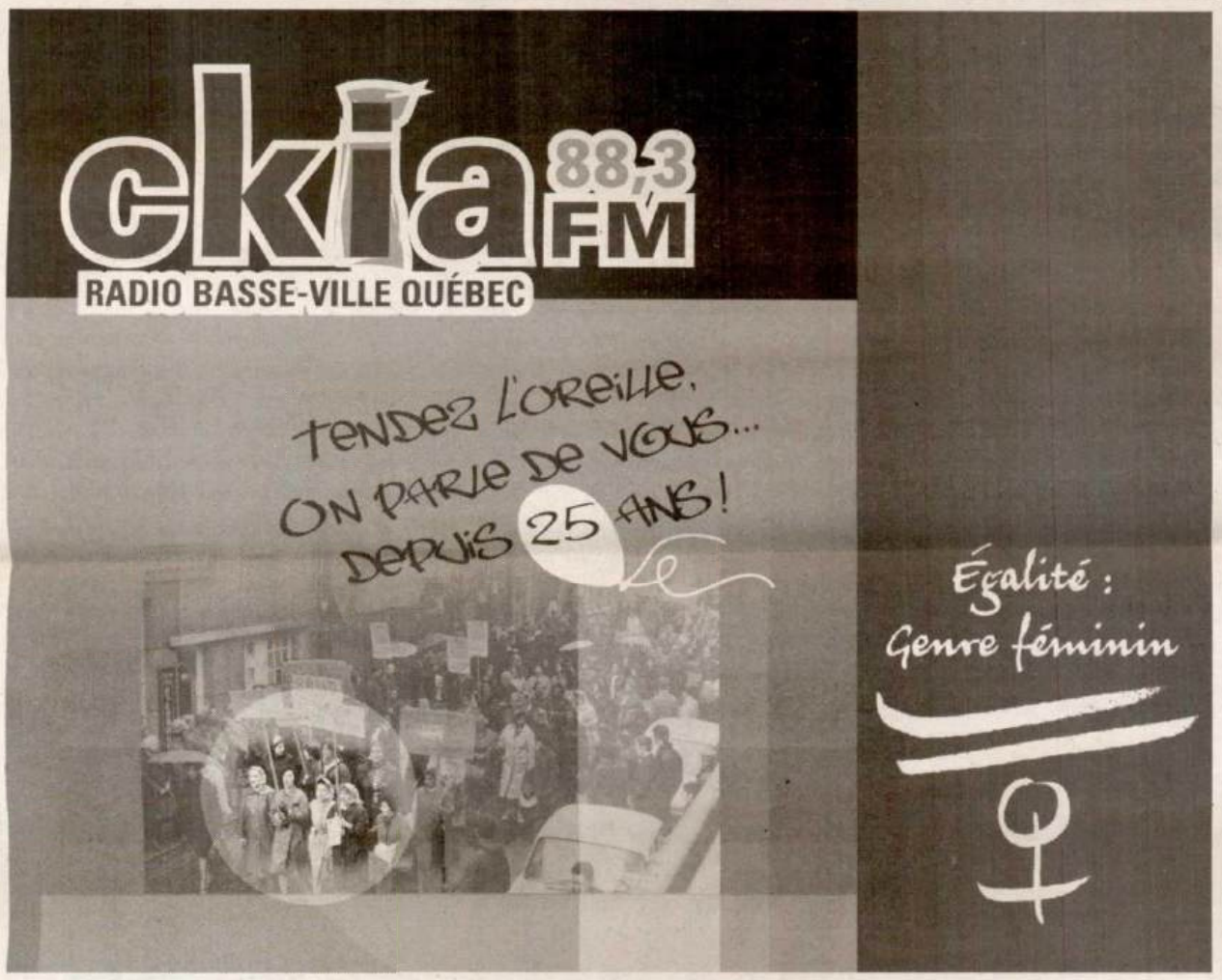
Vous avez-dit «pro-vie»? De cette vie-là, on n'en veut pas!!!

L'expérience internationale est d'ailleurs très révélatrice à cet égard : interdiction de la pilule du lendemain au Chili; assassinat du Dr Tilley, qui pratiquait des avortements tardifs aux USA; pressions internationales de l'Église catholique pour interdire la distribution de méthodes contraceptives en Afrique. Il y a eu aussi le cas d'une fillette, pré-adolescente, ayant subi un avortement après avoir été violée par son oncle. Les membres de l'équipe médicale ayant participé à l'intervention ont été excommuniés par l'Église catholique. Une fois encore, ces personnes étaient coupables. Mais pas un mot au sujet du violeur!

Manifestants anti-avortement sur le terre-plein central du boulevard Laurier, entre le centre mères-enfants du CHUQ et Place Laurier, à Québec , le 3 octobre 2010. (Photo Phébus)

L'enjeu du libre-choix est grand et il faut réagir aux manifestations soi-disant «pro-vie» menaçant des droits chèrement acquis! Rappelons à tous les faux bien-pensants que, à la fin des années 1960, au moment où le mouvement pour le droit à l'avortement fut initié au Canada, les complications dues à des avortements clandestins et tentatives d'auto-avortement constituaient la principale cause d'hospitalisation des Canadiennes (Bureau fédéral de la statistique, 1968).

* www.voixdefaits.blogspot.com



renauderie

L'amphithéâtre

Un ami que j'apprécie d'habitude pour son bon sens et sa bienveillance m'a dit l'autre jour qu'il estimait avantageux pour la ville de se doter d'un nouvel amphithéâtre. Sur le coup, je ne savais quoi en penser, tant soudaine était l'idée (nous étions en train de parler de techniques de relaxation). Mon ami fut alors pris d'une montée d'enthousiasme dont je ne l'eus pas cru capable : «Ne réalises-tu pas, cher Renaud, ce que signifierait un tel édifice ? N'as-tu jamais souhaité le retour de l'Équipe, le confort du siège rembourré, la reprise vidéo sur l'écran géant HD ? Ne capotes-tu pas devant la perspective d'une arène hypermoderne grouillante de rivalités vivifiantes et de désirs de vaincre ô combien sophistiqués ? Ne t'émeus-tu pas en t'endormant le soir à la seule pensée de te retrouver au milieu de ce palais aux mille euphories, de t'y pincer et constater le rêve devenu réalité ?» C'était enivrant, en effet : je dus le reconnaître.

Il ne faisait cependant que commencer : «Et des spectacles! Pas une soirée qui n'aurait ses étoiles! Pas un quart d'heure qui n'aurait sa gloire! Pas une seconde qui n'aurait son extase! La ville deviendrait un passage obligé, un carrefour de la culture internationale, la girouette de l'avant-garde : ni plus ni moins une nouvelle *Mecque du divertissement* vers laquelle serait tournée la somme de nos ennuis, de nos envies et de nos nostalgies!» Je n'avais pas vu cela sous cet angle et lui fis part d'une certaine excitation qui, inutile de le cacher, commençait à poindre en moi.

C'est alors qu'il respira un bon coup et continua, gravement cette fois-ci : «Vois-tu, ce dont je te parle n'est pas une question d'argent (d'ailleurs, ni toi ni moi n'avons les moyens de payer pour tout cela) : c'est une question de fierté, d'honneur, de survivance nationale, presque. Il y a un vide immense à combler en nos cœurs, ne le sens-tu pas ? L'amphithéâtre est en quelque sorte bien plus qu'un baume pour notre état dépressif, elle est la condition même de notre salut moral.» Bien qu'ayant le sentiment que mon ami exagérait un peu sur ce point, je n'eus pas le temps de le lui dire car il s'exclama aussitôt, dans une lamentation éclatante digne du jeune Werther : «Fichtre! Je n'en puis plus! Je suis à bout! Je souffre d'une totale confusion! J'essaie très fort, mais je ne sais plus du tout quels arguments me permettraient d'obtenir enfin mon bel, mon précieux amphithéâtre… L'idée m'obsède depuis quinze ans. Quinze ans! Et devant toi, cher Renaud, je craque. Puis-je pleurer dans tes bras, toi qui m'écoute. Je t'en prie…»

C'est ainsi que pour le consoler, cet après-midi là, je lui proposai d'aller prendre une bonne grande marche avec moi, sous un beau ciel bleu.

Renaud Pilote

biblio terre

www.atquebec.org

Les AmiEs de la Terre de Québec

Planète jetable

Produire, consommer, jeter, détruire

Après le succès planétaire du film *The Stroy of Stuff*, visionné 12 millions de fois sur la Toile, Annie Leonard, avec des dessins simples et évocateurs, retrace toute l'histoire de la production des biens matériels et nous montre à quel point notre société basée sur la croissance, la consommation et le gaspillage est un non-sens. Car notre consommation effrénée se heurte sans cesse aux limites de notre planète. Quand nous arrêterons-nous ?

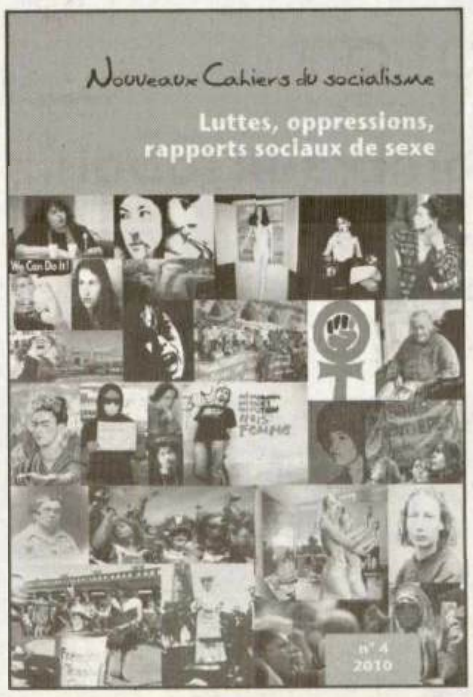
Annie Leonard. *Planète jetable : Produire, consommer, jeter, détruire.* Écosociété, 396 p. En librairie le 16 novembre ; ISBN 978-2-923165-63-9. Prix à confirmer.

Nouveaux cahiers du socialisme – n°4

Luttes, oppression, rapports sociaux de sexe

Les NCS s'intéresse dans ce numéro aux rapports sociaux de sexe dans un contexte de capitalisme *financiarisé*. Une approche qui permet d'éclairer des phénomènes internationaux tels que la *marchandisation* du vivant, la hiérarchie sociale et la division sexuelle du travail.

En librairie le 28 septembre ; ISBN 978-2-923165-50-9 ; 288 p. ; 20 $



Les sables bitumineux : La honte du Canada

Comment le pétrole sale détruit notre planète

Un ouvrage complet et fouillé d'Andrew Nikiforuk sur la catastrophe environnementale, politique, économique et sociale que représente l'industrie des sables bitumineux. Notre dépendance au pétrole a accouché d'un monstre destructeur ; et la croissance de ce projet énergétique titanesque, non planifié et non réglementé, fait aujourd'hui du Canada un État pétrolier à la santé démocratique menacée.

Andrew Nikiforuk. Préface de Thomas Mulcair. En librairie le 20 octobre ; ISBN : 978-2-923165-68-4 ; 320 p. ; 28 $

Michel Yacoub
Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives
- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole — 35 ans de luttes populaires au centre-ville de Québec

Adhésion ou abonnement *

Nom (personne responsable) : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____ Courriel : _____

*** L'abonnement donne droit à 9 numéros de Droit de parole.**

Abonnement postal individuel :	15$
Abonnement de groupe (minimum de 5; livraison du journal au local de l'organisme):	75$
Abonnement institutionnel (par la poste) :	25$
Adhésion individuelle :	10$
Adhésion institutionnelle :	25$
Les membres profitent d'un rabais avec leur adhésion	
Abonnement et adhésion (individus):	20$
Abonnement et adhésion institutionnel (organismes) :	30$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
Journal Droit de parole
266 St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 648-8043 Courriel : info@droitdeparole.org Site Internet : www.droitdeparole.org

Calendrier populaire

23 octobre

Ripostons à la droite radicale! À midi, manifestation devant l'Hôtel des Gouverneurs de Ste-Foy (3030, boulevard Laurier), où le Réseau Liberté-Québec rassemblera le gratin de la droite radicale québécoise pour une journée de conférences.

Souper au bénéfice d'AVES (Alternative de vie et éveil social), à 17h. Menu nicaraguayen, spectacle, encan et prix de présence. 25 $ pour les adultes ; 15 $ pour les étudiants ; 8 $ pour les enfants de 12 ans et moins. Info et inscription au 418 683-7627; avesquebec@aves.ca; ou www.aves.ca/

25 octobre

Paysage fabriqué, à 18h30, à la Bibliothèque Gabrielle-Roy, salle polyvalente, 3e étage, en collaboration les AmiEs de la Terre de Québec : projection et discussion sur le film de Jennifer Baichwal qui a suivi le photographe canadien Edward Burtynsky en Chine pour documenter les bouleversements causés par le gigantesque barrage des Trois Gorges, sur le fleuve Yangtsé, qui a forcé l'évacuation de 1,1 million de personnes.

SLAMsession, à 20h, au Café Nagua (990, 1re Avenue), un rendez-vous mensuel, dénué de compétition. Le SLAMsession peut servir à se qualifier pour un match de Slam de poésie.

26 octobre

Mardis de l'anarchie, à 17h, au barcoop L'AgitéE (251, Dorchester) : table de la Page noire; à 19h, diffusion en direct de l'émission radiophonique *Ainsi squattent-elles*, suivie de discussions et de bon punk jusqu'en fin de soirée! www.lesmardisdelanarchie.blogspot.com

Formation d'une coalition régionale contre les hausses de tarifs et la diminution des services publics, à 19h, au cégep François-Xavier-Garneau (1660, boulevard de l'Entente, pavillon Jean-Baptiste-Cloutier, local A-2098).

27 octobre

Les États généraux du Vieux-Québec, débutant à 17h, et jusqu'au 29 octobre, au Musée de la Civilisation (85, rue Dalhousie), organisés par le Comité des citoyens du Vieux-Québec en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde. Programmation détaillée et réservation (pour un maximum de 200 personnes) : http://ccvq.org/action/dossiers/etats-generaux.htm

28 octobre

Cocktail solidaire, de 5 à 7, pour l'inauguration du local d'Oxfam à Québec, au Centre de l'environnement Frédéric-Back (870, avenue de Salaberry, salles 322-324). Portez du blanc, la couleur symbolique de la lutte à la pauvreté. Musique, bouchées et breuvages locaux. Inscription avant le 21 octobre à ComiteQuebec@oxfam.qc.ca. Julie Dubois, 418-522-0006 (poste 3165).

29 octobre

La théorie du tout, à 19h30, à l'auditorium 1 du Musée de la civilisation (85, rue Dalhousie, Québec), présentation du film de la documentariste Céline Baril sur l'état des ressources naturelles au Québec, dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité, par Antitube : 6 $ (4 $ pour les AmiEs du Musée, membres d'Antitube et étudiantEs.) Réservations au 418-6432158 / www.mcq.org.

30 octobre

Soirée d'Halloween au profit du Magasin Vesto-Recyclo, de 21 h à 1 h, à la Maison Communautaire Henri-Bergeron, 15, boulevard des Étudiants (Loretteville). Costume obligatoire, prix de présence. Entrée : 10$. Info : 418-842-9791, poste 33.

31 octobre

L'Halloween/Samhain à L'AgitéE. Déguisement punk affreux, courts métrages gores et science-fiction, drinks thématiques. DJ Horror Punk et Black Métal.

3 novembre

Journée portes ouvertes, à Plan Nagua (990, 1re Avenue), de 9h à 13h30.

Mobilisation éclair des JQSI, à 12h30, un *flash mob* de 15 minutes, à l'Université Laval, dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale.

4 novembre

Réseautage d'économie sociale, de 5 à 7, pour les 10 ans de l'Auberge l'Autre Jardin.

5 novembre

Rassemblement annuel du Réseau femmes et politique municipale, une initiative du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale, de 16 h à 19 h, au Domaine Maizeret (2000, boulevard Montmorency). Pour élues ou non, seules ou accompagnées. Activité gratuite. Service de garde pour moins de cinq ans : en aviser avant le 28 octobre au 418-522-8854 ou <adrgf@bellnet.ca>.

7 novembre

Jam de musique du monde, au Café Nagua (990, 1re Avenue), à 19h30. Rabais sur la bière pour les musiciens.

9 novembre

5e Festival folk de Québec, du 9 au 16 novembre.

10 novemvre

Conférence d'Alain Deneault, auteur de *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique* (2008) : Lorsque les entreprises d'ici détruisent l'environnement là-bas, présentée à 19h15 par les AmiEs de la Terre de Québec (870, Salaberry) à la salle Michel Jurdant, en partenariat avec ATTAC Québec. Contribution volontaire de 2$ à 5$. Infos: 418-524-2744; www.atquebec.org ou www.quebec.attac.org.

17 novembre

Soirée d'accueil aux AmiEs de la Terre de Québec, à 19h15, au 870, Salaberry, local 210, pour se mettre au parfum des dossiers actuels. Confirmez votre présence au 418-524-2744. Gratuit.

Trouvez toutes les activités sociales, culturelles et politiques sur le calendrier de la démocratie en action: www.reseauforum.org

CKRL
Cultive tes goûts **89,1**

Une nouvelle image
Une nouvelle programmation

Devenez membre et profitez de nombreux rabais :

Poisson d'Avril ▪ Sillons Le Disquaire ▪ Librairie Pantoute ▪ Boutique Alpaqa ▪ Centre de Yoga de Québec ▪ Les Colocs ▪ La Boîte à Pain ▪ La Fournée Bio ▪ Abraham Martin ▪ Pub Le d'Orsay ▪ Futon Etcetera ▪ Théâtre de la Bordée ▪ Théâtre Périscope

www.ckrl.qc.ca